

**Programme de coopération transnationale
Espace Sud-ouest européen (2007 – 2013)**

Vademecum du contrôle de 1^{er} niveau

Le présent vademecum est relatif au contrôle de 1^{er} niveau des opérations cofinancées par le FEDER au titre du programme de coopération territoriale INTERREG IV B Espace Sud-ouest européen pour la période de programmation 2007-2013. Il est destiné aux bénéficiaires français, qu'ils soient premiers bénéficiaires (chefs de file) ou autres bénéficiaires (partenaires) de projets.

I. Organisation générale du contrôle de 1^{er} niveau

Sur la partie française de l'Espace Sud-ouest européen, le contrôle de 1^{er} niveau repose à la fois sur l'Etat, par l'intermédiaire du préfet de la région Midi-Pyrénées, autorité nationale du programme, et sur les bénéficiaires eux-mêmes. Il se compose de travaux conduits par des contrôleurs de 1^{er} niveau, et d'un contrôle de la qualité de ces travaux.

Comme la possibilité en est prévue par le programme opérationnel, chaque premier bénéficiaire ou bénéficiaire situé sur le territoire français, qu'il soit de nature publique ou privée, doit sélectionner un contrôleur externe, autre que son comptable habituel, chargé d'effectuer un contrôle de 1^{er} niveau. Les coûts correspondants aux prestations de ce contrôleur peuvent faire partie de la dépense éligible au FEDER.

Un contrôle de la qualité de ce contrôle de 1^{er} niveau est ensuite effectué par la Préfecture de la région Midi-Pyrénées ou par un organisme auquel cette tâche est déléguée.

Dès l'adoption définitive du procès-verbal de la réunion d'un comité de programmation des aides européennes, la préfecture de la région Midi-Pyrénées prend contact avec chacun des chefs de file ou bénéficiaires français concernés, pour lui rappeler l'obligation de sélection d'un contrôleur de 1^{er} niveau, indiquée précédemment, et l'accompagner dans cette sélection.

Dans un deuxième temps, la Préfecture de la région Midi-Pyrénées doit valider la sélection effectuée.

Dans un troisième temps, la Préfecture de la région Midi-Pyrénées informe l'autorité de gestion via le secrétariat technique conjoint de la validation du choix des contrôleurs de 1^{er} niveau nécessaires pour chaque bénéficiaire français participant au projet.

L'autorité de gestion ne peut pas proposer de payer le FEDER à un premier bénéficiaire ou à un bénéficiaire français, tant que la validation du contrôleur de 1^{er} niveau nécessaire pour le bénéficiaire français concerné, n'a pas été confirmée à l'autorité de gestion via le Secrétariat Technique Conjoint par la Préfecture de la région Midi-Pyrénées.

Des rapports-types de contrôle sont fournis aux contrôleurs de 1^{er} niveau.

Chaque déclaration de dépenses, d'un premier bénéficiaire ou d'un bénéficiaire, est contrôlée par le contrôleur de 1^{er} niveau sélectionné, puis transmise, accompagnée d'un original du rapport de contrôle, au premier bénéficiaire du projet, chargé des déclarations de dépenses.

Parallèlement, une copie du rapport de contrôle est transmise à la Préfecture de la région Midi-Pyrénées.

Il est précisé que le contrôle de 1^{er} niveau effectué lors de chaque déclaration de dépenses intermédiaire est, au minimum, un contrôle sur pièces et que le contrôle de 1^{er} niveau effectué lors de chaque déclaration de dépenses finale est un contrôle sur pièces originales et sur place, si la nature de l'opération le permet, accompagné d'une vérification de la conformité et de la matérialité de la réalisation de l'opération. Les règles et bonnes pratiques établies, en matière de contrôle, par la Commission européenne ou par la Commission interministérielle de coordination des contrôles, autorité d'audit française des programmes européens, doivent être suivies par les contrôleurs de 1^{er} niveau.

Par sondage, la Préfecture de la région Midi-Pyrénées s'assure du respect des modalités du contrôle de 1^{er} niveau et de la qualité de ce contrôle.

D'une manière générale, le Préfet de la région Midi-Pyrénées vérifie que le contrôle décrit ci-dessus est effectué dans les conditions prévues.

II. Règles de référence

- Règlement (CE) N° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 05/07/2006 relatif au FEDER
- Règlement (CE) N° 1083/2006 du Conseil du 11/07/2006 portant dispositions générales sur le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion.
- Règlement (CE) N° 1828/2006 de la Commission du 8/12/2006 établissant les modalités d'exécution des règlements 1080 et 1083/2006.

- Conseils pour une méthodologie commune permettant d'évaluer les systèmes de gestion et de contrôle dans les Etats-membres (COCOF 08/0019/00-FR)
- Note d'orientation sur les vérifications de la gestion par les Etats membres (version définitive du 5 juin 2008)
- Décret n° 2007-1303 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales françaises d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2000-2013.
- Circulaire du Premier ministre du 13/04/2007 n° 5210/SG sur le dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par le FEDER, le FSE, le FEP et le FEADER pour la période 2007 – 2013.

Concernant le contrôle de 1^{er} niveau, l'article 16 du Règlement (CE) N°1080/2006 du 5 juillet 2006 dispose

« 1. Afin d'assurer la validation des dépenses, chaque État membre met en place un système de contrôle permettant de vérifier la fourniture des produits et des services faisant l'objet du cofinancement, la validité des dépenses déclarées pour les opérations ou parties d'opérations mises en œuvre sur son territoire et la conformité de ces dépenses et des opérations ou parties d'opérations s'y rapportant avec les règles communautaires et ses règles nationales.

À cette fin, chaque État membre désigne les contrôleurs chargés de vérifier la légalité et la régularité des dépenses déclarées par chaque bénéficiaire participant à l'opération. Les États membres peuvent décider de désigner un contrôleur unique pour l'ensemble du territoire couvert par le programme.

Dans le cas où la vérification de la fourniture des produits et des services faisant l'objet du cofinancement ne pourrait se faire que pour l'ensemble de l'opération, cette vérification est réalisée par le contrôleur de l'État membre où est établi le premier bénéficiaire ou par l'autorité de gestion.

2. Chaque État membre veille à ce que les dépenses puissent être validées par les contrôleurs dans un délai de trois mois. »

III. Nature des contrôleurs

Chaque premier bénéficiaire ou bénéficiaire de projet doit sélectionner un contrôleur de 1^{er} niveau, externe.

Ce contrôleur doit disposer de solides compétences en matières comptable et juridique. Il doit connaître et comprendre les réglementations européennes et françaises en matière d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels.

Opérateurs privés (à but non lucratif) : Le contrôle des dépenses sera assuré par un contrôleur indépendant lequel devra absolument avoir contractualisé avec le bénéficiaire avant la première transmission des relevés de dépenses. Il est impossible de recourir aux services du comptable de la structure, mais possible de recourir aux services du commissaire aux comptes.

Opérateurs publics : Pour un bénéficiaire appartenant à une organisation publique, il n'existe pas d'obligation de sous-traiter la prestation dès lors que la structure dispose en son sein des compétences idoines (ex : comptable public, service fonctionnellement et hiérarchiquement indépendant) et ce, dans le respect de l'obligation d'indépendance fonctionnelle. Il est cependant demandé de consulter expressément le comptable public concerné afin de s'assurer formellement de sa disponibilité à assurer l'ensemble des contrôles demandés.

A noter : Au sein d'un même projet, chaque bénéficiaire peut avoir recours à un contrôleur indépendant différent.

IV. Mise en concurrence

Chaque premier bénéficiaire ou bénéficiaire sélectionnant un contrôleur de 1^{er} niveau doit effectuer une mise en concurrence, préalable à son choix. Lorsque le premier bénéficiaire ou le bénéficiaire est une personne publique, la mise en concurrence s'effectue selon la procédure prévue par le code des marchés publics. Dans le cas d'un marché qui se situe en-dessous des seuils prévus dans le code des marchés publics, les modalités de mise en concurrence et de publicité sont simplifiées (comparaison de 3 devis).

V. Coût de la prestation

Le devis proposé par un contrôleur de 1^{er} niveau, pour le traitement des déclarations de dépenses, doit comporter une estimation du nombre de journées nécessaire pour contrôler une déclaration de dépenses ainsi qu'un coût TTC par journée.

Ce devis doit comporter explicitement le coût spécifique du traitement de la déclaration de dépenses intermédiaire et finale, sur pièces originales et sur place, avec contrôle de la conformité et de la matérialité de la réalisation de l'opération.

Afin que les candidats délivrent une offre précise, il convient d'indiquer, dans le cahier des charges, les types de dépenses à contrôler, et de fournir une estimation du nombre de justificatifs qui seront présentés au contrôle.

Le coût de la prestation peut être intégré aux dépenses du projet et donc être éligible au cofinancement par le FEDER.

VI. Validation du choix du contrôleur de 1^{er} niveau

A la réception des offres, le premier bénéficiaire ou bénéficiaire doit évaluer leur valeur selon une grille d'analyse proposée par le Préfet de la région Midi-Pyrénées.

L'offre sélectionnée ainsi que la grille d'analyse remplie, sont ensuite transmises à la préfecture de la région Midi-Pyrénées (ou à l'organisme). La Préfecture de la région Midi-Pyrénées doit avoir validé le choix du contrôleur de 1^{er} niveau, avant tout paiement de FEDER. Compte tenu du délai réglementaire de 3 mois au terme desquels les dépenses doivent avoir été validées et des délais de transmission à l'Autorité de gestion des demandes de paiement, il est recommandé au premier bénéficiaire ou bénéficiaire de transmettre la demande d'approbation du contrôleur le plus rapidement possible après décision du Comité de programmation sur l'allocation d'une subvention FEDER, sous peine de ne pas disposer du certificat d'approbation en aval, dans des délais compatibles avec les délais de transmission des demandes de paiement.

VII. Définition du contrôle de 1^{er} niveau

Le contrôle de 1^{er} niveau s'applique à toutes les opérations.

Il consiste à vérifier que l'opération a été réalisée conformément à ce qui était prévu et que la déclaration de dépenses porte sur des dépenses réelles, payées au bon créancier. Il consiste également à vérifier que l'opération n'est pas surfinancée et que les financements octroyés respectent les plafonds autorisés en matière d'aides publiques.

Lors de chaque déclaration de dépenses, un examen des pièces justificatives de dépenses doit être assuré.

Le contrôle de 1^{er} niveau doit s'assurer de la matérialité et de la conformité à la prévision, de la réalisation d'une opération (art 13 du règlement n° 1828/2006), ainsi que du respect des obligations de publicité. Le contrôleur devra effectuer des vérifications sur place des opérations, qui auront lieu systématiquement à la clôture du projet ou au fur et à mesure de l'avancement du projet, selon une fréquence et une ampleur définie par le contrôleur en fonction de la nature et de la taille du projet.

A cet égard, doivent être prises en compte les recommandations de la Commission européenne pour les programmes de Coopération territoriale européenne :

Pour les contrôles sur pièces :

S'agissant de la réalité du projet, permettent de s'en assurer :

- *pour les études, la production du rapport, toutes informations sur sa diffusion ;*

- pour les séminaires, les convocations, les listes émargées de présence, les actes du séminaire ;
- pour les réalisations matérielles, une visite sur place sur le lieu de réalisation ;

Pour les contrôles sur place : la Commission européenne préconise, pour les opérations matérielles, une visite systématique sur le lieu de réalisation (qui n'est pas forcément l'endroit où se trouve le dossier administratif) au-delà d'un certain seuil qui sera communiqué ultérieurement ;

Pour les opérations matérielles en-dessous du seuil fixé et les opérations immatérielles, il convient de ne pas exclure la possibilité d'une visite sur place.

Chaque contrôle de 1^{er} niveau donne lieu à la rédaction d'un rapport-type qui se prononce sur l'éligibilité des dépenses présentées, qui indique les dépenses écartées et le motif de leur rejet et qui conclut sur un montant total de dépenses éligibles, justifiées et acquittées. Simultanément, le contrôleur vérifie, accepte ou refuse et valide les dépenses dans l'application informatique du programme. Il bénéficie pour cela d'un accès personnalisé à cette application.

Des modèles de rapports-types sont fournis aux contrôleurs de 1^{er} niveau.

VIII. Délais

Pour chaque déclaration de dépenses, le premier bénéficiaire ou bénéficiaire transmet au contrôleur de 1^{er} niveau agréé par le Préfet de la région Midi-Pyrénées un dossier comptable accompagné des pièces nécessaires au contrôle.

Le contrôleur de 1^{er} niveau dispose alors d'un délai de deux mois pour réclamer et obtenir les éventuelles pièces manquantes, et contrôler le dossier.

Après rédaction du rapport de contrôle, le contrôleur de 1^{er} niveau le retourne au premier bénéficiaire ou bénéficiaire. Si le donneur d'ordre est simple bénéficiaire du projet, il peut être convenu que le rapport est directement envoyé au premier bénéficiaire du projet (avec copie au bénéficiaire).

Parallèlement, le contrôleur de 1^{er} niveau transmet une copie du rapport de contrôle au Préfet de la région Midi-Pyrénées.

Le premier bénéficiaire dispose d'un délai de quatre semaines maximum pour agréger l'ensemble des états de dépenses des partenaires et transmettre un rapport consolidé à l'autorité de gestion du programme

IX. Cas particulier du premier bénéficiaire :

Le premier bénéficiaire doit, conformément à l'article 20 du règlement (CE) N° 1080/2006, §c) et d) :



PREFECTURE DE LA
REGION MIDI-PYRENEES
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales



- s'assurer que les dépenses présentées par les bénéficiaires participant à l'opération ont été payées dans le but de mettre en œuvre l'opération et correspondent aux activités arrêtées par lesdits bénéficiaires ;
- vérifier que les dépenses présentées par les bénéficiaires participant à l'opération ont été validées par les contrôleurs.

Compte tenu de ces responsabilités particulières, le premier bénéficiaire peut le cas échéant attribuer à son contrôleur des missions complémentaires qui peuvent être inscrites dans le cahier des charges. Ces missions complémentaires devront être clairement identifiées par rapport aux missions de contrôle de premier niveau de droit commun.